

**Le 1<sup>er</sup> juin 2010**  
**Contact n°15**

## **Position du Comité des femmes TCA-Québec sur la réouverture d'un débat sur l'avortement**

Suite à la réunion du 28 mai dernier des membres du Comité de la condition féminine des TCA, les femmes dénoncent vertement les propos du Cardinal Ouellet et toutes tentatives de réouverture des débats à l'Assemblée nationale par les députés conservateurs, qui déposent des projets de loi privés menaçant le caractère inattaquable du droit des femmes à l'avortement.

Les femmes du comité demandent aux hommes et aux femmes membres des TCA-Québec, de faire pression auprès de leurs députés fédéraux afin de contrer ces tentatives de débat qui menacent le plein droit à l'égalité et à la dignité des femmes.



## **Extendicare, prospère, exige le gel des salaires**

Malgré les 15 millions de dollars de bénéfices réalisés dans le seul premier trimestre de 2010, la Fiducie de placement immobilier (FPI) Extendicare a rompu les négociations après avoir demandé un gel des salaires de deux ans et d'autres concessions aux travailleurs des maisons de soins de longue durée de la société à travers l'Ontario.

« Cette société gagne de l'argent à foison. On a donc du mal à comprendre qu'elle ait l'impudence de demander le gel des salaires de leurs travailleurs qui mettent la main à la pâte », s'est indigné Robert Buchanan, représentant national des TCA. « Extendicare continue de mépriser son plus grand atout, ses travailleurs ».

Les TCA représentent plus de 1 200 travailleurs dans 10 établissements de soins de longue durée d'Extendicare dans l'Ontario. La FDI Extendicare a récemment annoncé un bénéfice de 15,6 millions de dollars au premier trimestre, soit une hausse de 3,7 millions par rapport à l'année dernière.

La société a demandé une conciliation. « Il est temps qu'Extendicare arrête d'exiger des baisses et des concessions à ses travailleurs et retourne à la table des négociations pour négocier une convention collective juste et équitable qui reconnaisse le travail, les compétences et les services que les membres des TCA fournissent à ces maisons de soins de longue durée », a déclaré Nancy McMurphy, présidente de la section locale 302 et membre du Bureau exécutif national des TCA.



## **Nouvelle entente au Centre de recyclage de Lunenburg en Nouvelle-Écosse**

Les membres des TCA qui travaillent au Centre de recyclage communautaire de la municipalité du district de Lunenburg en Nouvelle-Écosse ont récemment ratifié une convention collective de trois ans prévoyant une augmentation des salaires de 2,5 % chaque année de l'entente. Celle-ci a été conclue après d'âpres négociations avec l'employeur qui voulait les forcer d'accepter plutôt 1,25 % par année. Les membres sont représentés par la section locale 1944 des TCA.



Le comité de négociation au Centre de recyclage communautaire de la municipalité du district de Lunenburg : de g. à d. Les Conrad, président; Chester Sawler, délégué syndical; et Kevin Corkum, délégué syndical substitut.

Ils ont voté par une écrasante majorité en soutien de leur comité de négociation et contre l'offre de la société, forçant ainsi les deux parties à la conciliation. L'employeur a fait deux autres offres salariales qui ne correspondaient toujours pas au montant des rémunérations négociées avec les autres syndicats dans la même municipalité ou les municipalités voisines.

Au dernier jour de la conciliation, l'employeur a proposé une offre acceptée par les membres, ce qui a permis d'éviter la grève.



## **Déclaration des TCA à l'occasion de la Semaine nationale des soins infirmiers célébrée du 10 au 16 mai 2010**

La Semaine des soins infirmiers est célébrée le 12 mai de chaque année à travers le Canada et le reste du monde pendant la semaine de l'anniversaire de naissance de Florence Nightingale. Les célébrations sont une occasion de saluer le dévouement et les réalisations des infirmiers et des infirmières qui contribuent à l'excellence des soins de santé et à une meilleure sensibilisation du public et du gouvernement aux questions et défis auxquels sont confrontés tous les travailleurs de la santé.

Les TCA apprécient l'existence d'un grand nombre de travailleurs de la santé qui fournissent des soins de pointe au Canada. Dans leurs rangs il y a, outre les infirmiers et les infirmières, les travailleurs d'appui personnels, les auxiliaires en soins continus et les aides-soignants qui ont tous relevé le défi de soigner, dans divers milieux, les patients avec des besoins toujours plus complexes. Nous sommes engagés à appuyer tous les infirmiers et infirmières et les autres soignants, tous essentiels pour répondre aux besoins de notre population vieillissante et pour fournir des soins adéquats et spécialisés, avec dignité et compassion.

Les TCA reconnaissent le risque permanent des maladies et des accidents du travail auxquels sont confrontés les travailleurs de première ligne qui fournissent des soins de qualité. Ils sont régulièrement exposés aux maladies contagieuses, à la pénurie chronique du personnel, à l'acuité croissante des patients et à l'escalade de la violence qui sont devenus monnaie courante dans nos lieux de travail. Nous nous réengageons à faire en sorte que les stratégies de prévention soient une priorité et encouragerons le gouvernement et les employeurs à créer des lieux de travail plus sûrs. Nous sommes conscients que les autres personnels de soutien sont confrontés à des dangers similaires ou identiques sur les premières lignes des soins de santé et méritent également un soutien semblable.

Pour lire la déclaration entière sur la Semaine des soins infirmiers, veuillez visiter : <http://www.caw.ca/en/8909.htm> (en anglais).



## **Nouvelle formation d'enquêteurs en harcèlement des TCA**

Du 6 au 7 mai, un programme pilote de formation mise à jour à l'enquête sur le harcèlement en milieu de travail, s'est tenu à London, Ontario. Photo des participants des sections locales 27, 88, 636, 2002 et des représentants des directions de GM et d'Arcelor Mittal. Ce cours, qui comprend le harcèlement moral et physique, ainsi que les nouvelles dispositions du projet de loi 168, est recommandé aux enquêteurs du harcèlement. Il est généralement dispensé conjointement avec un module en gestion. Pour plus d'informations, veuillez contacter Vinay Sharma au [vinays@caaw.ca](mailto:vinays@caaw.ca).



## **Conférence des TCA sur les soins de santé**

Du 7 au 9 mai, plus de 200 délégués ont participé à une conférence des TCA sur les soins de santé à Halifax, Nouvelle-Écosse.

Le président des TCA, Ken Lewenza, a souligné l'importance de demeurer vigilants pendant cette période d'austérité et de coupes salariales de la part du gouvernement pour assurer un avenir certain au système de santé universel du Canada.

« La récente crise économique a poussé certains gouvernements à prendre des décisions irréfléchies telles que la réduction des services de soins de santé et le gel de la rémunération de ces travailleurs, dont bon nombre doivent avoir au moins un autre emploi, à temps partiel, pour avoir un niveau de vie décent », a relevé Lewenza.

« Le gouvernement provincial de la Nouvelle-Écosse a bien agi en refusant de s'attaquer aux travailleurs de la santé, de réduire les salaires ou d'imposer les termes de la convention collective, contrairement à certaines autres provinces », a déclaré Lewenza.

La directrice du secteur des soins de santé des TCA, Katha Fortier, a indiqué que la participation massive à la cinquième conférence nationale des TCA sur les soins de santé est une preuve de l'extraordinaire croissance du syndicat dans ce secteur. « Nous savons que notre force provient de notre solidarité. Au fur et à mesure que le nombre de nos membres augmentera dans ce secteur, nous continuerons de faire la différence dans la vie des professionnels de la santé et des patients », a signalé Mme Fortier.

Les TCA représentent plus de 27 000 travailleurs de la santé à travers le pays, particulièrement en Nouvelle-Écosse et dans l'Ontario.

Tim Carrie, président de la section locale 27 et président du Conseil des TCA a dit que la conférence souligne l'importance d'assurer des bonnes conditions de travail et des salaires justes aux travailleurs de la santé, qui constituent l'épine dorsale du système de santé universel. « Nous ne devons pas baisser les bras dans cette lutte, qui est essentielle pour tous les Canadiens et Canadiennes, car nous bénéficions tous d'un système de santé universel performant. ».

Nancy McMurphy, présidente de la section locale 302 des TCA et membre du Bureau exécutif national, a insisté sur l'importance de ne pas considérer le système de santé universel comme un acquis. « Le système de santé universel est le fruit d'une lutte. Il est également important de continuer à combattre, non seulement pour le préserver, mais aussi pour l'étendre à tous les Canadiens et Canadiennes. »

Il y avait aussi au programme de la conférence les discours d'invités de marque, notamment la ministre de la Santé de la Nouvelle-Écosse, Maureen MacDonald, et le Dr Pat Croskerry, professeur d'urgentologie à l'université de Dalhousie.

Le directeur des TCA du Canada atlantique, Les Holloway, a promis que les TCA mettraient tout en œuvre pour s'assurer que tous les gouvernements, y compris le gouvernement NPD de la Nouvelle-Écosse continuent de soutenir et de financer suffisamment le système de santé universel. « Les TCA lutteront pour s'assurer que l'accès et les soins de santé publics de qualité demeurent une priorité majeure lors de toutes nos négociations sur la santé », a noté M. Holloway.



### **Première conférence sur l'apprentissage en Colombie-Britannique**

La Fédération du travail de la Colombie-Britannique a pris des mesures pour lutter contre la persistante pénurie au niveau des métiers spécialisés dans la province en organisant sa toute première conférence sur l'apprentissage.

Le Conseil des métiers spécialisés des TCA a participé à la conférence intitulée **La voie de l'avenir : l'apprentissage dans la nouvelle économie en 2010**.

Plus de cent délégués de l'industrie, des syndicats, du gouvernement (ITA), de l'éducation postsecondaire ainsi que des économistes étaient présents à Victoria en Colombie-Britannique du 18 au 19 avril. Joe Elworthy, président de la section locale 2200 des TCA, et Dave Valley de la Coast Mountain Bus Company ont présenté un exposé très enrichissant sur la façon dont ils ont développé la formation en apprentissage dans leur lieu de travail.

Le directeur des métiers spécialisés des TCA, Colin Heslop, a déclaré : « les participants de la conférence ont entendu que la Colombie-Britannique aura besoin de 160 000 travailleurs spécialisés dans les cinq prochaines années. Les délégués ont reconnu que l'industrie et les syndicats doivent travailler ensemble pour réduire cette forte pénurie », a-t-il ajouté.

Malheureusement, de nombreuses sociétés en Colombie-Britannique et à travers le Canada ne recrutent pas les apprentis; cela doit changer, l'a-t-on recommandé aux délégués.

Selon Jim Sinclair, président de la Fédération du travail de la Colombie-Britannique, « si nous ne formons pas, si nous ne nous attaquons pas à la crise, notre économie régressera sans cesse, et nos jeunes gens resteront sans emploi, et verront les gens venir d'ailleurs pour faire le travail pour lequel ils n'ont pas eu la chance d'être formés. »

Sinclair est favorable à une taxe de formation provinciale pour les employeurs. Il recommande que ceux qui forment les travailleurs ne paient pas la taxe, que ceux qui forment au-dessus de ce qui est requis soient remboursés, et que ceux qui ne forment pas devront payer.



### **Bourse des services de la santé et communautaire Gary L. Parent**

Le Conseil du travail de la ville et du district de Windsor a mis en place une dotation pour créer la bourse des services de la santé et communautaire Gary L. Parent, financé par le Conseil, à l'université de Windsor.

Chaque année, cette dotation offrira trois bourses de 1 000 dollars aux étudiants en année préparatoire pour des études de médecine à l'université de Windsor.

Les bourses d'études sont créées en l'honneur de l'ancien secrétaire aux finances de la section locale 444 des TCA, Gary Parent, en reconnaissance du rôle éminent qu'il a joué dans la mise en place de l'infrastructure de programme et d'instruction dans laquelle les futurs médecins obtiendront leurs diplômes de médecine à Windsor.

Tout au long de sa carrière de 42 ans, Gary Parent a activement représenté les intérêts du mouvement syndical et défendu sans relâche une politique sociale progressiste pour améliorer à Windsor, comté d'Essex en Ontario, et dans le reste du Canada les conditions de vie et du travail.

À 18 ans, Gary a commencé à participer aux activités de la section locale 444 des TCA, peu de temps après son recrutement à la société Chrysler. Au fil des ans, il a été élu à de nombreux postes aux TCA, débouchant sur celui de secrétaire aux finances de sa section locale et de président du Conseil du travail de la ville et du district de Windsor de 1982 à 2009.

Les étudiants éligibles pour la bourse doivent être inscrits en année préparatoire dans une faculté de médecine classique, en filière sciences biologiques, biochimie, kinésiologie ou soins infirmiers. Le Fonds fiduciaire d'initiative pour les étudiants doublera les dons faits à cette dotation.



### **Le vote de grève des transformateurs de poisson envoie un signal clair à l'OCI**

Des travailleurs de six usines de transformation de poissons d'Ocean Choice International à Terre-Neuve ont voté par une écrasante majorité en faveur d'une grève, si besoin est.

Les 6 et 7 mai, les travailleurs ont voté à 93 pour cent en faveur d'un mouvement de grève.

Le chef de l'équipe de négociation des TCA/SPATA pour l'industrie, Ben Baker, a dit que les résultats envoient un signal très fort. « Les travailleurs en ont assez des violations répétées de leur convention collective par l'OCI et ne sont plus prêts à l'accepter », a déclaré Baker. « La société n'a cessé d'exiger des concessions inacceptables sur les salaires, les heures supplémentaires, les congés et l'indemnité de congés payés. Les travailleurs en ont assez. »

Les travailleurs n'ont pas de contrat depuis le 31 décembre 2009, date d'expiration de la précédente entente de trois ans conclue avec le Fishery Products International (FPI).

« Les TCA/SPATA auront une réunion avec la société dans les prochains jours pour essayer en dernier recours de résoudre les problèmes en suspens », a déclaré Baker le 10 mai. « Si cela n'aboutit à rien, nous enverrons donc à la société un préavis de grève de sept jours. »



### **Le sud de la Colombie-Britannique continentale célèbre le Vaisakhi**



Le comité des travailleuses et travailleurs autochtones et de couleur du sud de la Colombie-Britannique continentale a organisé sa troisième célébration du « Vaisakhi » dans la salle des TCA de New Westminster. Plus de 200 militants des TCA ont rempli la salle pour écouter la musique traditionnelle Punjabi. Les communautés étaient rassemblées pour célébrer une fête fondée sur l'égalité.



### **Stop à l'industrie mortelle de l'amiante, exhortent les experts**

Une large coalition de politiciens, d'experts de renommée internationale, de victimes de l'amiante, de syndicalistes, de chercheurs et de professionnels de la santé somme le gouvernement du Canada d'interdire la production et l'exportation de l'amiante.

Ce groupe demande aussi des politiques de transition équitables pour les régions qui dépendent de cette industrie. L'appel a été lancé le 12 mai lors d'une conférence de presse à Ottawa, organisée par Bannir l'amiante au Canada, et suivie d'un rassemblement à la Colline du Parlement.

« L'amiante constitue le plus grand tueur industriel que le monde ait jamais connu », a déclaré le député du NPD Pat Martin. « L'amiante tue plus de Canadiens que l'ensemble des autres causes industrielles; pourtant le Canada continue d'être l'un des principaux producteurs et exportateurs d'amiante au monde. Nous exportons la misère humaine à une échelle monumentale; c'est une honte internationale. » Député de Winnipeg-Centre et ancien travailleur de mine d'amiante, M. Martin dirige le dossier d'interdiction de produire et d'exporter de l'amiante à la Chambre des communes.

Le député du NPD d'Outremont, Thomas Mulcair, a également parlé lors de la conférence de presse, devenant ainsi le tout premier député du Québec à se prononcer contre les mines d'amiante, qui n'existent aujourd'hui qu'au Québec.

« Persister dans l'ignorance et le mépris des connaissances prouvant la dévastation de la santé humaine par l'amiante est une conduite ignoble », a déclaré le Dr Fernand Turcotte, professeur émérite de médecine préventive et de santé publique à l'école de médecine de l'université Laval. « Elle déshonore notre pays et ses citoyens aux yeux du monde, d'autant plus que cette entreprise infâme est financée par le gouvernement. » Le Dr Turcotte a parlé des nombreuses représentations faites devant les gouvernements d'Ottawa et du Québec sur les dangers de l'industrie de l'amiante, toutes ignorées, au péril des travailleurs du Canada et de l'étranger.

Le Dr Tushar Kant Joshi, médecin en hygiène du travail et du milieu, membre du Collegium Ramazzini en Italie, a déclaré qu'il est payant à long terme d'investir dans la prévention des risques professionnels. Originaire d'Inde, le Dr Joshi a discuté de la croissance rapide de l'industrie de l'amiante en Inde, qui coïncide avec la baisse de la consommation d'amiante en Occident. Ce phénomène est dû aux défaillances des contrôles et de l'application des lois en Inde, a déclaré le Dr Joshi.

Le secrétaire trésorier du Congrès du travail du Canada, Hassan Yussuff, a parlé de la grande mobilisation générée par la campagne pour interdire la production et la vente de l'amiante. M. Yussuff a signalé que même si cela risque de prendre du temps, le gouvernement devra changer sa politique.

Les autres intervenants étaient : le Dr Kapil Khatter, médecin de famille à Ottawa et président de l'Association canadienne des médecins pour l'environnement; Mike Bradley, maire de Sarnia; le Dr Barry Castleman, ingénieur chimiste, écologiste et consultant en substituts de l'amiante à l'Organisation mondiale de la santé et à la Banque mondiale; et Sandra Kinart, travailleuse en santé communautaire et militante communautaire, dont le mari Blayne est mort d'un mésothéliome, un cancer causé par l'amiante.

Les TCA sont une organisation membre de Bannir l'amiante au Canada. Pour plus d'informations, veuillez visiter : <http://www.bacanada.org/>.



### **Accroître le RPC/RRQ pour résoudre les problèmes de pension, recommande une nouvelle étude**

Selon un récent rapport du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), l'expansion du Régime de pensions du Canada/Régime des rentes du Québec est le moyen le plus efficace de résoudre les problèmes de pension.

Monica Townson, experte en matière de pension et associée de recherche au CCPA, étudie les options d'expansion du RCP/RRQ pour s'assurer que tous les Canadiens et Canadiennes aient des revenus satisfaisants à la retraite.

« On redoute de plus en plus que si les choses ne changent pas, un bon nombre de travailleurs atteindront l'âge de la retraite sans revenus suffisants pour se prendre en charge », déclare Townson. Voici quelques conclusions du rapport :

- le RPC/RRQ est de loin le moyen le plus sûr et le plus économique de fournir des prestations de retraite aux travailleurs retraités; il est le seul régime de pension de 11 millions de travailleurs au Canada ;
- les régimes du REER sont très loin de combler les lacunes ;
- la plupart des Canadiens et Canadiennes ne possèdent pas de REER parce qu'ils ne peuvent pas se l'offrir (l'année dernière, seulement 31 % des Canadiens et Canadiennes éligibles ont cotisé pour leur REER, et les déductions inutilisées au titre du REER dépassent les 500 milliards de dollars) ;
- les prestations du REER après la retraite sont insuffisantes et peu fiables : les REER actuels leur ne permettraient aux retraités de recevoir en moyenne que 250 dollars par mois ;
- de nombreux experts sont favorables à l'expansion du RPC/RRQ pour atteindre 50 %, voire 70 % des gains annuels du cotisant avant la retraite (par rapport aux 25 % existants). Ils sont, entre autres, David Denison, président et chef de la direction de l'Office d'investissement du RPC, et Bernard Dussault, ancien actuaire en chef du RPC ;
- ces options sont financièrement possibles et rendraient le régime de pensions plus juste, moins coûteux et plus sûr.

Pour lire le rapport entier, veuillez visiter : [www.policyalternatives.ca/publications/reports/options-pension-reform](http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/options-pension-reform).



### **Le conseil de Hamilton donne priorité absolue à la situation des travailleurs chez Siemens**

Les conseillers municipaux de la ville de Hamilton ont approuvé une motion qui fait du maintien et de la recherche de « nouvelles opportunités d'emploi » pour 550 travailleurs de Siemens une priorité absolue pour la ville.

Le président de la section locale 504 des TCA, Randy Smith, a déclaré que le syndicat considère la décision du conseil comme un premier pas encourageant. Mais il a souligné que les TCA restent déterminés à examiner toutes les possibilités pour préserver les emplois de ce groupe de travailleurs.

Le 11 mars dernier, Siemens a choqué les membres de la section locale 504 en annonçant son intention de fermer l'usine de turbines de Hamilton en juillet 2011. Cette usine est vieille de plus de 100 ans.

« Avec une main-d'œuvre hautement qualifiée et productive à Hamilton, la société gagnerait à y transférer une partie de ses activités : fabrication de turbines à gaz, de turbines à vent, de véhicules légers sur rail ou panneaux solaires », a déclaré Smith.

La motion du conseil de Hamilton prévoit également que la ville travaille avec les gouvernements fédéral et provincial pour créer un groupe de travail dans le but de négocier avec Siemens.

Le président des TCA, Ken Lewenza, a souligné que l'usine de Siemens de Hamilton est viable. « L'usine possède une main-d'œuvre qualifiée et promise à un bel avenir si Siemens continue d'y investir. Les TCA sont disposés à travailler avec les gouvernements municipal, provincial et fédéral et la société pour préserver ou accroître les activités de l'usine. Nous sommes déterminés à faire en sorte que les emplois de haute qualité et à valeur ajoutée soient maintenus à l'usine », a indiqué M. Lewenza.

Voici le contenu de la motion du conseil de Hamilton :

- a) Que la ville de Hamilton considère le maintien et la recherche de nouvelles opportunités d'emploi pour les 550 travailleurs déplacés de l'usine de Wentworth Street North de Siemens comme une priorité absolue ;
- b) Que le maire, le directeur municipal et le directeur du développement économique et des services administratifs continuent de travailler avec le département des ressources humaines de Siemens pour aider à chercher et à faciliter d'autres opportunités d'emploi pour les travailleurs déplacés de Hamilton ;
- c) Que la ville de Hamilton travaille avec les gouvernements fédéral et provincial afin de créer un groupe de travail pour négocier avec Siemens.



### **Les TCA demandent une réglementation plus stricte pour les maisons de retraite**

Les TCA exhortent le gouvernement de l'Ontario à renforcer le projet de réglementation des maisons de retraite dans la province. Les maisons de retraite, à l'inverse des maisons de soins infirmiers et des maisons de soins de longue durée sont des établissements privés qui, à ce jour, ne sont soumises à aucune réglementation, sauf le respect du contrat de bail et des codes des incendies et du bâtiment.

Le 10 mai, Tim Carrie, président du conseil des TCA et de la section locale 27 de London, Ontario, a fait une présentation sur le projet de loi 21, Loi sur les maisons de retraite, devant le Comité permanent de la politique sociale de l'Ontario, en soulignant la nécessité d'améliorer la réglementation.

Tout en félicitant le gouvernement d'avoir finalement pris l'initiative d'adopter une réglementation, les TCA dans leur présentation ont critiqué l'absence de normes minimales en matière de soins et de sélection d'employés pour ces établissements qui fonctionnent de plus en plus comme des maisons de soins infirmiers sans permis.

« Le Projet de loi 21 considère la besoin de résider dans une maison de retraite au même titre que l'achat d'une voiture ou le paiement d'un voyage de vacances, ignorant les distinctions claires entre la protection des personnes âgées dans ces transactions de consommateur et la garantie, pour les maisons de retraite, de fournir des soins de qualité avec dignité, respect et autonomie », a déclaré Carrie.



### **Attribution d'un marché par OC Transpo, bonne nouvelle pour les travailleurs de New Flyer**

Les membres de la section locale 3003 des TCA de New Flyer Industries à Winnipeg, Manitoba, sont heureux d'avoir gagné un grand marché pour la fabrication de nouveaux autobus pour l'entreprise de transports publics d'Ottawa, OC Transpo, déclare Dave Hiebert, président des TCA à l'usine de New Flyer Industries.

« Cet important marché de construction d'autobus est en partie le résultat de tout le travail des TCA, de son Conseil des camions lourds et des autobus et des militants qui, pendant des années, ont fait pression en faveur d'une législation Achetez Canadien », a souligné Hiebert.

OC Transpo acquiert 306 nouveaux autobus diesel propres pour une valeur d'environ 190 millions de dollars. Le conseil municipal d'Ottawa a approuvé l'acquisition en fin avril.

La société a indiqué qu'elle ne prévoit pas d'augmenter le taux de production d'environ 40 autobus par semaine. Les membres mis à pied attendront donc encore un peu plus longtemps avant d'être rappelés, de dire Hiebert.

Mais le calendrier de la transaction permettra à New Flyer de compenser le report d'une commande de la société des transports publics de Chicago datant de 2009.

Hiebert a remarqué qu'avec une main-d'œuvre chevronnée et efficace et une direction compétente, New Flyer obtiendra davantage de nouveaux marchés et d'opportunités d'explorer des nouvelles orientations en affaires.

« Nous avons de bonnes relations professionnelles avec la société. Je pense d'ailleurs que nous sommes tous sur la voie de la réussite », a déclaré Hiebert.

Le directeur régional des TCA de Manitoba et de Saskatchewan, Tom Murphy, a dit que cela montre l'importance à tous les paliers du gouvernement d'acheter canadien chaque fois que cela est possible.

« Sans ce marché, 400 travailleurs risquaient d'être mis à pied dans un proche avenir », a déclaré Murphy. « C'est une bonne nouvelle pour nos membres de New Flyer – elle renforcera la sécurité de l'emploi de nos membres ».



### ***Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie – Déclaration des TCA***

Le 17 mai est la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. Dans le monde entier, les militants de la communauté des lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels et des transsexuels, ainsi que leurs alliés et des politiciens réfléchiront sur le coût humain et social élevé de la discrimination, de la violence et du harcèlement. Ensuite, nous poursuivrons notre lutte pour l'égalité, l'acceptation et la liberté. Notre syndicat, les TCA, participera à des célébrations qui seront organisées dans les hôtels de ville de nombreuses collectivités à travers le Canada. Nous savons que les militants du LGBT et des syndicalistes, du Mexique au Brésil, de la France à la Thaïlande, de l'Australie à l'Albanie en feront autant, car de plus en plus de villes, de régions, de provinces et de pays (y compris le Parlement européen) reconnaissent maintenant cette journée.

Ils sont de moins en moins nombreux, ceux et celles qui considèrent l'orientation et l'identité sexuelles comme un problème au Canada. Il est vrai que nous avons fait des avancées remarquables. Pour lire la déclaration entière, veuillez visiter : <http://www.caw.ca/en/8944.htm> (en anglais).



np : sepb343